

COMMUNIQUE DE PRESSE**Spécial « Quelle stratégie pour la consolidation du tissu productif ? »**

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de sa dernière publication mensuelle « Maroc Conjoncture » n° 341. Il s'agit d'un spécial portant sur : Quelle stratégie pour la consolidation du tissu productif ? Dont voici les principaux axes :

Négociations Climatiques : La COP 26 de Glasgow sous le prisme marocain

Adopté à l'issue de deux semaines de négociations par les 200 pays de la COP26, le « Pacte de Glasgow pour le climat » constitue une entente historique mais imparfaite. Le texte reconnaît pour la première fois le rôle des énergies fossiles dans le réchauffement planétaire, il vise à accélérer la lutte contre le réchauffement de la planète, mais sans assurer de le contenir à 1,5 °C ni faire avancer la finance climatique.

Les engagements étatiques - en plus de devoir passer l'épreuve de leur mise en œuvre - sont largement en deçà de ce qu'exige la science. Le Maroc a présenté un programme ambitieux qui lui a valu un excellent classement international en la matière.

Perspectives de Relance Economique et Niveau de Vie : Les attentes des ménages marocains

La pandémie coronarienne a sévi à travers le monde, dans une propagation accélérée, en produisant de grandes perturbations dans les circuits économiques de production, de distribution et des échanges internationaux. L'économie marocaine n'a pas manqué, pour sa part, d'être sérieusement impactée par la profondeur de cette crise, dans une aggravation, pendant deux années successives de sécheresse, provoquant une contraction sévère de l'ardeur de l'économie nationale. L'année en cours s'est distinguée par une maîtrise relative du virus, par une massification de la vaccination et une modulation des mesures de précaution et de distanciation. Cela a ouvert, au profit des entreprises, des opportunités réelles d'une reprise économique poussée par une demande revigorée et portée par l'amélioration des conditions économiques internationales. Des perspectives reconfortées par une campagne agricole 2020-2021, qualifiée de deuxième meilleure campagne après celle de 2014-2015. Ce, en dépit d'une pluviométrie perçue comme normale, rehaussée, opportunément, par sa bonne distribution spatio-temporelle. L'ensemble du secteur agricole, à travers ses différentes filières, a généré, de ce fait, une valeur ajoutée de l'ordre de 130 milliards de DH, en hausse de 18 % par rapport à la saison antérieure. Il est attendu que la redynamisation des activités non agricole et l'ouverture des frontières internationales complètent cette tendance qui traduit un sérieux regain de confiance des ménages et des investisseurs.

Prévisions économiques : 2022 : L'année du come-back

Avec un certain décalage, les pluies automnales tant attendues sont arrivées. Elles ont décrispé l'atmosphère du monde rural et ont redonné confiance aux agriculteurs pour procéder aux premiers labours et au défrichement des terres. Ces prémisses de détente reconfortées par une nette amélioration de la situation pandémique sont en train de créer un climat favorable pour une reprise des activités. Cependant et à rebours, l'apparition du nouveau variant du coronavirus Omicron et les facteurs de forte nuisance pour la santé publique qui le caractérise risquent de détourner cette orientation et contrarier la reprise économique pressentie pour l'année 2022.

La Nouvelle Stratégie 2021-2025 : Retour sur les principaux Piliers

L'environnement des affaires est devenu un enjeu capital pour le Maroc. Pour cela, le pays s'est engagé depuis plus d'une décennie dans des réformes visant à améliorer l'environnement dans lequel évoluent les opérateurs économiques. Il a mis en place en 2010 un comité national de l'environnement des affaires. Son rôle est de coordonner et de superviser la mise en œuvre des mesures visant à créer des conditions propices à la bonne marche des entreprises. Depuis, les résultats enregistrés dans bien des domaines, ont été, globalement positifs. Les investissements étrangers se sont développés et la confiance des opérateurs s'est renforcée. Les résultats les plus visibles ont été une plus importante participation du secteur privé à la création des richesses, les avancées réalisées en matière de simplification des procédures administratives et le bon positionnement de l'économie nationale dans le classement du Doing business. Cependant, des insuffisances persistent. Des efforts doivent, encore, être déployés pour que les retombées économiques et sociales des réformes associées au développement du climat des affaires soient plus perceptibles.

Budget 2022 et Nouveau Modèle de Développement : Panne post-pandémie ou retard à l'allumage ?

Mettant à profit la reprise post-pandémique qui s'annonce dans différents secteurs d'activité, le programme de politique économique pour la nouvelle législature prévoit une série d'actions visant la relance du cycle d'activité et la consolidation de la dynamique économique. Le taux de croissance retenu dans la programmation budgétaire pour l'année à venir est de 3,2 % contre une moyenne de 4 % pour l'ensemble de la nouvelle législature. Force est de constater cependant que cette perspective reste nettement en décalage par rapport aux ambitions du nouveau modèle de développement qui vise à atteindre 16000 Dollars ppa comme cible pour le PIB par habitant à l'horizon 2035 avec un taux de croissance moyen de 5,4 % par an. Outre la question récurrente de soutenabilité budgétaire face à l'effort d'investissement consenti, le programme de relance semble ainsi marquer un retard à l'allumage.

Plan Gazier National : Les enjeux de la vision 2021-2050

En 2018, les décideurs se sont rendus à l'évidence que les objectifs du projet gazier du Maroc ne pourraient être atteints, pour 2021, comme pronostiqué préalablement. Les composantes dudit projet, lancé en 2014, qui incluaient le terminal gazier Jorf Lasfar, la jetée maritime d'accueil des méthaniers du gaz naturel liquéfié (GNL), les espaces de stockage, les centrales électriques et autre gazoduc, nécessitaient la mobilisation de quelques 4,6 milliards de dollars. Ce mégaprojet, est désigné par "Gaz to Power". L'ensemble de ces constituants avait pour visée de limiter le recours au charbon, d'élargir la quotité du gaz naturel dans le mix énergétique du pays et surtout de s'affranchir de la dépendance énergétique du gaz algérien, prélevé lors de son passage vers l'Europe via le gazoduc Maghreb Europe (GME). Ce dernier autorisait, contractuellement, au Maroc de prélever jusqu'à 1,4 milliards de mètres cubes de gaz par an, dont la moitié à titre de royalties de passage. L'esprit coercitif capricieux des décideurs algériens a mis fin aux GME, par refus de reconduction du contrat arrivé à terme le 31 octobre 2021. La relève, prévue à cette date, devant assurer la prise en charge de l'importation de gaz naturel liquéfié, a manqué d'anticipation et n'a pas été au rendez-vous fixé par le plan.

**Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 05 22 39 50 72 à 75
Email: cmconjoncture@menara.ma – Site web: www.cmconjoncture.ma**